

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

L'activité économique est bien orientée au premier trimestre 2016

L'année 2016 débute de façon plus favorable que l'année 2015. Les importations totales sont en progression, notamment les importations de produits agricoles et de consommation. L'emploi déclaré connaît également une légère hausse. Dans un contexte de baisse des prix, la consommation des ménages est soutenue, ce qui permet au secteur commercial de rester dynamique.

En ce qui concerne le BTP, aucun grand chantier public n'a débuté ce trimestre. Globalement, il conserve donc un niveau d'activité similaire à celui observé sur l'année 2015.

On note une progression des importations de biens d'équipement des entreprises par rapport à fin mars 2015. La tendance à la hausse du financement bancaire de court terme au détriment de celui de long terme semble toutefois se poursuivre pour les entreprises de l'archipel.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

CONJONCTURE RÉGIONALE : DES POLITIQUES MONÉTAIRES PLUS ACCOMMODANTES

Au premier trimestre 2016, la **Chine** affiche un taux de croissance de 1,1 %, après 1,5 % au quatrième trimestre 2015. Sur un an, le PIB progresse de 6,7 %, une évolution légèrement inférieure au niveau de 2015 (+6,9 %), conforme à la cible gouvernementale de 6,5 à 7,0 % pour 2016. Les exportations ont perdu 9,6 % sur un an au premier trimestre tandis que les importations se sont contractées de 13,5 %. Alors que les flux sortants de capitaux continuent d'augmenter, la Banque centrale chinoise (PBoC) a annoncé un abaissement de 50 points de base de son taux de réserves obligatoires à partir du 1^{er} mars afin de stimuler l'injection de crédits dans l'économie.

Après un recul de 0,4 % au quatrième trimestre 2015, l'économie du **Japon** rebondit de 0,4 % au premier trimestre 2016 (+1,7 % en rythme annualisé). La consommation des ménages, qui a porté ce rebond, pourrait néanmoins être fragilisée par le projet d'augmentation de la taxe à la consommation du gouvernement nippon en cours de négociation. La Banque du Japon (BoJ) a annoncé le maintien de sa politique monétaire d'« assouplissement quantitatif et qualitatif avec un taux d'intérêt négatif », tout en déclarant accorder une attention particulière à ses effets sur l'économie réelle.

En **Australie**, la conjoncture ressort mieux orientée que prévu, malgré l'impact négatif du recul des prix des matières premières sur le secteur minier. En 2015, la croissance s'est établie à 3,0 % après +2,7 % l'année précédente. La progression de la consommation des ménages et de l'investissement public a compensé la contraction de l'investissement privé. Les prix progressent, eux, moins rapidement qu'attendu (+1,3 % sur un an à fin mars 2016). Dans ce contexte, la Banque centrale australienne (RBA) a annoncé le 3 mai 2016 l'abaissement de son taux directeur à 1,75 % (-0,25 point).

En **Nouvelle-Zélande**, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé le 10 mars 2016 la cinquième baisse en un an de son taux directeur (-0,25 point), à 2,25 %, un nouveau plus bas historique. Cette décision s'inscrit dans un contexte de faible progression des prix (+0,4 % sur un an au premier trimestre 2016, après +0,1 % au quatrième trimestre).

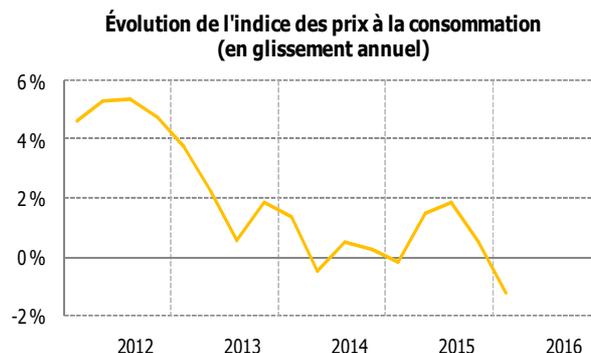
Sources : People's Bank of China, National Bureau of Statistics of China, Bank of Japan, Statistics Japan, Reserve Bank of Australia, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of New Zealand, Statistics New Zealand, FMI, OCDE

Recul de l'indice des prix à la consommation

Après avoir stagné au cours du quatrième trimestre 2015, l'indice des prix à la consommation se replie de 2,1 % au premier trimestre 2016.

La baisse de l'indice général des prix s'explique par l'important recul des prix des services au cours du premier trimestre 2016 (-6,8 %). Les prix de l'énergie continuent de se replier (-1,9 % en rythme trimestriel) tandis que ceux des produits manufacturés restent stables (-0,1 %). Seuls les prix des produits alimentaires augmentent sur le trimestre, mais cette hausse reste modérée (+0,9 %).

En rythme annuel, l'indice des prix à la consommation suit la même tendance à la baisse (-1,3 %). Les prix des services et de l'énergie enregistrent de fortes diminutions (-5,6 % et -5,1 % respectivement). L'augmentation des prix des produits manufacturés et des produits alimentaires (respectivement +3,0 % et +1,7 %) ne suffisent pas à enrayer l'évolution à la baisse de l'indice des prix.

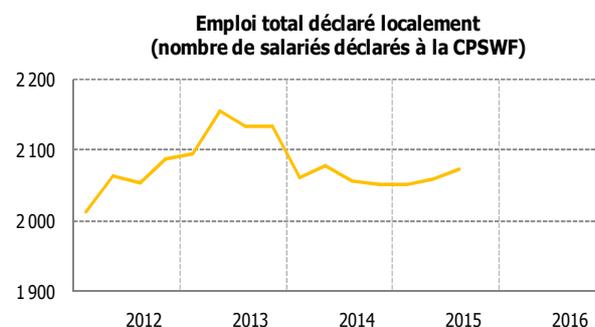


Source : STSEE, données trimestrielles

Faible progression de l'emploi salarié

Fin septembre 2015, l'emploi total déclaré à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF) progresse faiblement par rapport au deuxième trimestre 2015 (+0,8 %). On dénombre ainsi 2 073 salariés déclarés à la CPSWF au troisième trimestre 2015, contre 2 057 à fin juin 2015.

Sur un an, le nombre total de salariés déclarés est également en légère hausse (+0,8 %). Cette évolution s'observe aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé (respectivement +10 et +7 salariés déclarés par rapport à septembre 2014). La répartition des effectifs entre secteur public et privé varie peu (respectivement 61 % et 39 % des effectifs totaux déclarés).

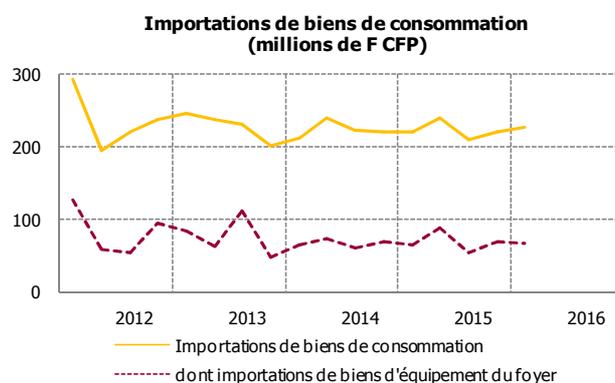


Source : CPSWF

La consommation des ménages reste soutenue

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs progresse sensiblement au premier trimestre 2016, avec 33 nouvelles immatriculations (+27,4 %, CVS). Globalement, les importations de biens de consommation augmentent durant le premier trimestre 2016 (+2,4 %, CVS). Sur un an, elles progressent de 7,5 %. Cette tendance annuelle se retrouve dans la plupart des postes de biens à destination des ménages. Ainsi, les importations d'articles d'habillement, de produits pharmaceutiques, et de biens d'équipement du foyer progressent respectivement de 14,7 %, 12,1 % et 3,5 %.

Au cours du premier trimestre 2016, l'encours des crédits à la consommation baisse légèrement (-0,6 %). Cependant, en glissement annuel, ce dernier augmente de 14,4 %, suite au renouvellement de crédits à la consommation arrivés à échéance au cours de l'année 2015.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

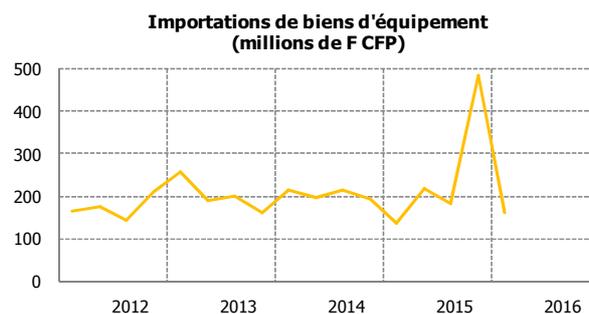
Au 31 mars 2016, 263 personnes physiques sont en interdiction bancaire sur le Territoire. Ce nombre reste inchangé par rapport au dernier trimestre 2015. En rythme annuel, le nombre de personnes en interdiction bancaire recule de façon significative (-12,9 %, soit -39 personnes). Les incidents de paiement par chèque progressent quant à eux de 13,4 % sur le trimestre, mais sont également en diminution sur l'année (-26,9 %).

Recul du financement de l'investissement des entreprises

Au 31 mars 2016, les importations de biens d'équipement enregistrent une forte baisse par rapport au dernier trimestre 2015 (-66,4 % en données CVS) et s'élèvent à 179 millions de F CFP. Ces dernières avaient fortement progressé à la suite de l'importation exceptionnelle d'une station de base dans le cadre de l'installation d'un réseau de téléphonie mobile sur le Territoire au cours du quatrième trimestre 2015. Sur un an, il est toutefois intéressant de relever une hausse de 14,9 % des importations de biens d'équipement.

Par ailleurs, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs restent stables par rapport au dernier trimestre (-0,6 %, CVS). En glissement annuel, elles progressent de 23,5 %.

L'encours du financement bancaire de l'investissement des entreprises s'établit à 695 millions de F CFP à fin mars 2016 (-2,4 % en rythme trimestriel). Sur un an, cet encours progresse de 3,9 %. L'encours des crédits d'exploitation augmente de 61 millions de F CFP tandis que l'encours des crédits d'investissement recule de 5,5 % (soit -35 millions de F CFP) en rythme annuel. À fin mars 2016, 15 personnes morales sont en interdiction bancaire, soit une personne de moins par rapport à décembre 2015.

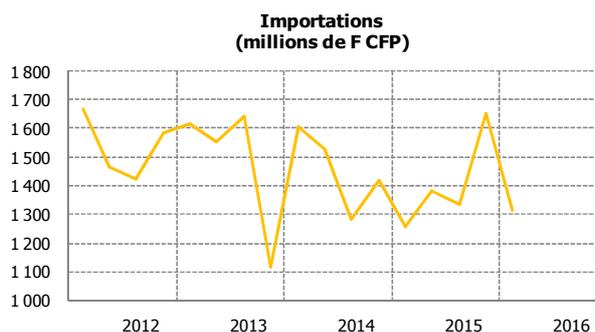


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Progression des importations totales

Au cours du premier trimestre 2016, les importations totales ont atteint 1 200 millions de F CFP, contre 1 709 millions de F CFP au 31 décembre 2015. Si elles chutent de 20,4 % (CVS) en rythme trimestriel, cette baisse semble non significative une fois exclue l'importation exceptionnelle de la station de base pour la téléphonie mobile (277 millions de F CFP).

Sur un an, les importations totales sont en progression (+3,0 %). Cette progression s'explique par l'augmentation des importations de biens de consommation et de produits agricoles (respectivement +7,5 %, +27,5 % en glissement annuel) ainsi que des biens d'équipement des entreprises (+14,9 % en glissement annuel).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

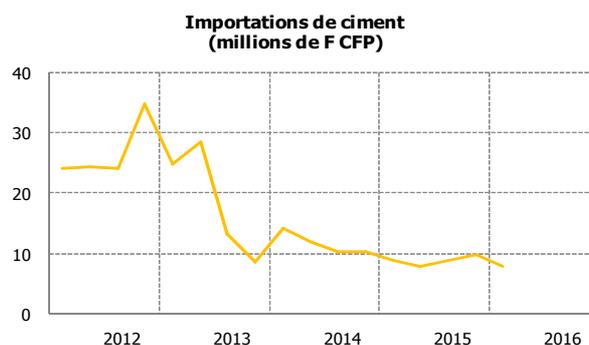
Par ailleurs, les importations de produits de l'industrie automobile ont connu une forte hausse au premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015 (+64,8 %).

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Un secteur du BTP atone

Le secteur du BTP reste peu stimulé. Les importations de ciment continuent de se replier en rythme trimestriel (-19,1 %, CVS) atteignant 7 millions de F CFP. Aucun grand chantier public n'a par ailleurs débuté ce trimestre.

L'emploi dans le secteur du BTP se maintient à des niveaux similaires à ceux enregistrés depuis l'ajustement à la baisse de la commande publique fin 2013. Au 30 septembre 2015, on dénombre 72 employés déclarés à la CPSWF dans le secteur du BTP.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

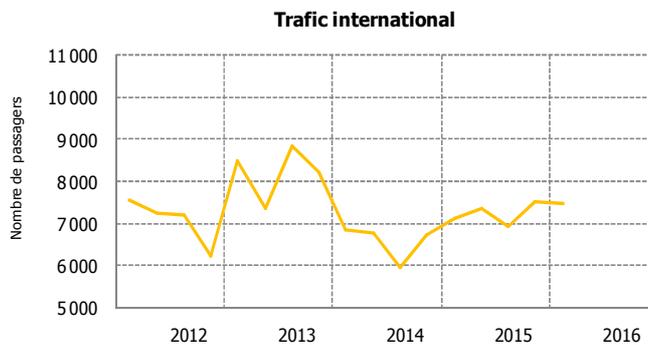
L'activité commerciale toujours tirée par la consommation des ménages

Sur un an, les importations de biens de consommation et de produits automobiles progressent respectivement de 7,5 % et de 64,8 %. Les importations de produits alimentaires enregistrent toutefois une baisse en glissement annuel (-1,3 %). Dans un contexte de déflation et de maintien de la consommation des ménages, l'activité de ce secteur reste bien orientée. Il concentre une part élevée des travailleurs (39,4 % des effectifs déclarés du secteur privé), soit un total de 319 employés déclarés à la CPSWF. Le commerce conserve donc sa position de secteur clé de l'économie du Territoire.

Augmentation de la fréquentation du Territoire en rythme annuel

Au premier trimestre 2016, 7 820 passagers ont été enregistrés au départ ou à l'arrivée de Wallis depuis/vers l'international, soit 0,3 % de moins qu'à fin décembre 2015 (CVS). Sur un an, la progression du nombre de passagers est de 5,5 %.

Concernant le trafic intérieur aux îles Wallis et Futuna du premier trimestre 2016, les passagers empruntant la liaison aérienne inter-îles sont plus nombreux qu'au dernier trimestre 2015. Au total, 3 677 passagers ont été enregistrés, soit une croissance trimestrielle de 20,4 % (CVS). Cette tendance se confirme à l'année, avec une croissance du nombre de passagers de 15,6 % (glissement annuel).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : DES SIGNES DE STABILISATION

Selon la Banque centrale européenne (BCE), les récents indicateurs tirés d'enquêtes font état d'une stabilisation de l'activité économique mondiale au premier trimestre 2016. Les tensions observées en début d'année semblent s'estomper en raison d'un recul de la volatilité sur les marchés financiers et d'un redressement du prix des matières premières.

Aux États-Unis, la phase de morosité qui caractérise l'activité s'est poursuivie au premier trimestre 2016, bien que les fondamentaux restent sains, notamment sur le marché du travail. La croissance devrait rester modérée en 2016 (+2,4 %), en raison du renforcement des bilans, du retrait du frein budgétaire et d'une amélioration du marché immobilier, facteurs qui viennent balancer le fléchissement des exportations nettes dû à l'affermissement du dollar et au ralentissement de la croissance dans les pays partenaires, la nouvelle baisse de l'investissement du secteur manufacturier et le durcissement des conditions financières pour certains secteurs de l'économie.

Dans la zone euro, la reprise économique se poursuit, toujours modestement. Selon les données Eurostat, le PIB a augmenté de 0,5 % au cours du premier trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent et de 1,5 % en glissement annuel. Pour le FMI, les effets favorables du faible prix de l'énergie, une expansion budgétaire modeste et des conditions financières favorables devraient plus que compenser l'affaiblissement de la demande extérieure.

Selon les premières estimations publiées par l'INSEE le 29 avril 2016, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,5 % au premier trimestre 2016 (après +0,3 % au trimestre précédent). Le rebond de la consommation des ménages (+1,2 % après -0,1 %) et l'investissement dynamique contribuent positivement à l'évolution du PIB.

Au Japon, les indicateurs économiques de début 2016 font état d'une stagnation de l'activité économique, après une baisse trimestrielle de 0,3 % du PIB en volume au dernier trimestre 2015. La dépréciation récente du yen et l'affaiblissement de la demande des pays émergents devraient freiner l'activité au premier semestre 2016, mais la baisse des prix de l'énergie et les mesures budgétaires devraient stimuler la croissance.

D'après les projections du FMI d'avril 2016, la croissance de l'économie mondiale devrait demeurer modeste en 2016 (+3,2 % après +3,1 % en 2015). Les pays émergents sont encore les principaux contributeurs à la croissance mondiale prévue pour 2016 (+4,1 %), même si les perspectives restent inégales d'un pays à l'autre et généralement moins bonnes qu'au cours des vingt dernières années. Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre un niveau proche de celui de 2015 (+1,9 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE - données arrêtées au 25 mai 2016.

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : V. LOMBARD - Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : juin 2016 - Dépôt légal : juin 2016 - ISSN 1968-6277